



Annonce d'arrêts et décisions

La Cour européenne des droits de l'homme communiquera par écrit 15 arrêts le mardi 11 janvier et 150 arrêts et / ou décisions le jeudi 13 janvier 2022.

Les communiqués de presse et le texte des arrêts et décisions seront disponibles à partir de 10 heures (heure locale) sur le site Internet de la Cour (www.echr.coe.int).

Mardi 11 janvier 2022

[Ekimdzhiev et autres c. Bulgarie \(requête n° 70078/12\)](#)

L'affaire concerne à la fois le système de surveillance secrète ainsi que la conservation des données de communication et l'accès ultérieur à ces données en Bulgarie.

Les requérants sont deux ressortissants bulgares, Mihail Tiholov Ekimdzhiev et Aleksandar Emilov Kashamov, avocats de profession, et deux organisations non gouvernementales, l'Association pour l'intégration européenne et les droits de l'homme et la Fondation pour l'accès à l'information.

Invoquant l'article 8 (droit au respect de la vie privée et familiale) et l'article 13 (droit à un recours effectif) de la Convention européenne des droits de l'homme, les requérants allèguent, en particulier, en premier lieu, qu'avec le système de surveillance secrète en place en Bulgarie, les communications de quiconque se trouvant dans le pays peuvent être interceptées et, en second lieu, que le système de conservation des données de communication et d'accès ultérieur à ces données qui existerait en Bulgarie permettrait aux autorités de consulter les données de communication de quiconque dans le pays. Ils soutiennent que les lois qui régissent ces deux aspects, telles qu'elles sont appliquées en pratique, n'offrent pas de garanties suffisantes contre la surveillance secrète et l'accès aux données de communication arbitraires ou abusifs. Ils se plaignent également d'une absence de recours effectif pour pareils manquements.

[Freitas Rangel c. Portugal \(n° 78873/13\)](#)

Le requérant, Emídio Arnaldo Freitas Rangel, désormais décédé, était un ressortissant portugais né en 1947 et résidant à Lisbonne. Il était un célèbre journaliste.

L'affaire concerne la condamnation du requérant pour des propos qu'il avait tenus, lors d'une audition devant une commission parlementaire, au sujet des ordres professionnels des juges et des procureurs. Sur la base de cette condamnation, il avait dû payer 56 000 euros d'amendes et de dommages et intérêts au total.

Invoquant l'article 10 (liberté d'expression) de la Convention européenne, le requérant soutient notamment que sa condamnation et sa peine ont porté atteinte à ses droits.

[Corneschi c. Roumanie \(n° 21609/16\)](#)

Le requérant, Corneliu Corneschi, est un ressortissant roumain né en 1970 et résidant à Botoșani (Roumanie).

M. Corneschi était un officier du Service roumain du renseignement (Serviciul român de informații) depuis 1994. L'affaire concerne la décision de retirer son habilitation de sécurité à la suite de poursuites pénales dirigées contre lui pour divers délits non violents, dont il n'avait finalement pas été inculpé. Elle concerne aussi le licenciement ultérieur du requérant.

Invoquant l'article 6 § 1 (droit à un procès équitable) de la Convention, le requérant estime notamment que la procédure par laquelle son habilitation de sécurité a été retirée et la décision de le licencier étaient inéquitables, le juge lui ayant refusé l'accès à des preuves décisives classifiées.

Jeudi 13 janvier 2022

[Hashemi et autres c. Azerbaïdjan \(n^{os} 1480/16, 3936/16, 15835/16, 28034/16, 34491/16, 51348/16, et 15904/17\)](#)

Les requérants sont huit ressortissants afghans et pakistanais. Ils ont fui l'Afghanistan et le Pakistan dans le courant des années 2000 et se sont installés en Azerbaïdjan où ils s'enregistrèrent auprès du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés qui leur délivra une lettre de protection.

Dans cette affaire, les requérants se plaignent du refus des autorités nationales de délivrer une carte d'identité à leurs enfants, nés en Azerbaïdjan, et de leur reconnaître la citoyenneté azerbaïdjanaise.

Devant les juridictions internes, les requérants soutinrent qu'en application du principe du droit du sol, tel que consacré par la législation azerbaïdjanaise en vigueur avant le 30 mai 2014, leurs enfants, nés avant cette date, étaient des citoyens azerbaïdjanaï. Ils alléguèrent que le refus des autorités nationales de leur délivrer des pièces d'identité était illégal. À différentes dates, les requérants furent tous déboutés par les juridictions internes qui estimèrent que leurs enfants ne pouvaient pas être considérés comme des citoyens azerbaïdjanaï dès lors que leurs parents avaient une autre nationalité, en l'occurrence la nationalité afghane ou pakistanaïse.

Les requérants invoquent l'article 8 de la Convention (droit au respect de la vie privée et familiale).

[Tabak c. Croatie \(n^o 24315/13\)](#)

Le requérant, Ivan Tabak, est un ressortissant croate né en 1956 et résidant à Ferdinandovac (Croatie).

En 1995, M. Tabak fut blessé au genou dans un accident de la route. L'affaire porte sur l'action indemnitaire qu'il engagea contre une compagnie d'assurance.

Invoquant l'article 6 § 1 (droit à un procès équitable), le requérant allègue que cette procédure n'a pas été équitable, au motif selon lui que les conclusions auxquelles les juridictions sont parvenues dans son affaire, notamment en ce qui concerne sa demande relative au manque à gagner qu'il dit avoir subi entre 1995 et son départ en retraite en 1999, étaient fondées sur l'avis d'un expert qui avait des liens professionnels avec la compagnie d'assurance.

[Istomina c. Ukraine \(n^o 23312/15\)](#)

La requérante, Olena Volodymyrivna Istomina, est une ressortissante ukrainienne née en 1973 et résidant à Dnipro (Ukraine).

L'affaire concerne une procédure pénale dirigée contre la requérante à la suite de son arrestation parce qu'elle était soupçonnée de fraude fiscale.

Invoquant l'article 5 (droit à la liberté et à la sûreté), la requérante estime que sa mise en détention provisoire était insuffisamment motivée et que le montant de la caution était excessif.

[Krayeva c. Ukraine \(n^o 72858/13\)](#)

La requérante, Agnesa Eduardivna Krayeva, est une ressortissante ukrainienne née en 1986 et résidant à Zaporizhzhya (Ukraine).

L'affaire concerne une infraction à la réglementation douanière que la requérante était accusée d'avoir commise en sa qualité de commissionnaire en douane travaillant pour une entreprise privée, et la procédure judiciaire qui s'en est suivie.

Invoquant l'article 1 du Protocole n° 1 (protection de la propriété) et l'article 6 § 1 (droit à un procès équitable), la requérante estime notamment que l'amende qui lui a été infligée était disproportionnée et illégale.

La Cour communiquera par écrit ses arrêts et décisions dans les affaires suivantes, dont certaines concernent des questions qui lui ont déjà été soumises.

Ces arrêts et décisions pourront être consultés sur [HUDOC](#), la base de jurisprudence de la Cour accessible en ligne, dès le jour où la Cour les aura rendus.

Ils ne seront pas mentionnés dans le communiqué de presse qui sera publié ce jour-là.

Mardi 11 janvier 2022

| Nom | Numéro de la requête principale |
|--------------------------------|---------------------------------|
| Avsanova et autres c. Russie | 62380/12 |
| Duplenko c. Russie | 71475/11 |
| E.D. c. Russie | 34176/18 |
| Fredriksen et autres c. Russie | 15476/08 |
| Lepeshkina et Shilov c. Russie | 50956/15 |
| Marshalov et autres c. Russie | 49290/06 |
| Pendik et Shkarlet c. Russie | 61539/19 |
| Sadovov c. Russie | 41548/17 |
| Starikov c. Russie | 35890/17 |
| Uspanov et autres c. Russie | 48053/06 |
| Velasco Ayra c. Russie | 54628/19 |
| Vinnik c. Russie | 79310/13 |

Jeudi 13 janvier 2022

| Nom | Numéro de la requête principale |
|---|---------------------------------|
| MR-Internacional Sh.P.K. c. Albanie | 7469/17 |
| Funke Woman Group GmbH c. Allemagne | 25845/17 |
| Schuetz c. Allemagne | 25859/17 |
| Zacharias c. Allemagne | 49528/16 |
| Zembol c. Allemagne | 20160/16 |
| Artsruni c. Arménie | 41126/13 |
| Agayev c. Azerbaïdjan | 15440/14 |
| Agazade c. Azerbaïdjan | 29852/16 |
| Balakishiyev et Surkhayeva c. Azerbaïdjan | 57037/16 |
| Jafarov c. Azerbaïdjan | 3197/14 |
| Jalilov et autres c. Azerbaïdjan | 27618/19 |
| Nasirli et autres c. Azerbaïdjan | 56899/16 |
| O.S. c. Belgique | 14202/21 |
| Čavar et Puce c. Bosnie-Herzégovine | 12371/21 |
| Stoilkova et autres c. Bulgarie | 43917/17 |
| Guner c. Chypre | 25773/19 |

| Nom | Numéro de la requête principale |
|---|---------------------------------|
| Kačkov c. Croatie | 62949/19 |
| Pozder c. Croatie | 56510/15 |
| Urh c. Croatie | 60130/16 |
| Vukasović et autres c. Croatie | 38717/17 |
| A.B. et autres c. France | 40448/19 |
| A.G. c. France | 9423/17 |
| Lourdjane c. France | 62998/16 |
| M.A. c. France | 34871/18 |
| Vattier c. France | 41973/17 |
| Pertaia c. Géorgie | 44888/16 |
| Sakhvadze et Zurabishvili c. Géorgie | 70619/11 |
| Toradze c. Géorgie | 12699/18 |
| Ametoglou et autres c. Grèce | 43922/20 |
| Burdoian c. Grèce | 8196/18 |
| Filios et autres c. Grèce | 34573/18 |
| Hussain et autres c. Grèce | 44757/20 |
| Benkó et autres c. Hongrie | 466/21 |
| Corneanu et autres c. Hongrie | 45021/20 |
| Eckermann et autres c. Hongrie | 52090/20 |
| G.A. et autres c. Hongrie | 50984/21 |
| Kovács c. Hongrie | 6880/20 |
| Pócza et autres c. Hongrie | 13353/21 |
| Rontóné Szép et autres c. Hongrie | 390/21 |
| A.B. c. Italie | 5339/18 |
| Alfieri c. Italie | 19593/14 |
| Caldarozzi et autres c. Italie | 13995/13 |
| Casamento c. Italie | 57328/18 |
| Casimo c. Italie | 57327/18 |
| Esposito c. Italie | 64286/19 |
| Fanizza c. Italie | 23602/14 |
| Giannone c. Italie | 74688/14 |
| Guerriero c. Italie | 29882/07 |
| Immobiliare Podere Trieste S.r.l. c. Italie | 48039/12 |
| Leoni et Cappellari c. Italie | 50339/10 |
| Marotta et autres c. Italie | 70424/16 |
| Morciano c. Italie | 13504/14 |
| Palombi et autres c. Italie | 5422/19 |
| Romano c. Italie | 26408/20 |
| Tesolat c. Italie | 37516/18 |
| Torsello c. Italie | 66495/14 |
| Radmilli c. Malte | 28711/19 |
| Doga c. la République de Moldova | 55922/13 |
| Association Monégasque Pour Le Culte Des Témoins de Jéhovah (AMCTJ) c. Monaco | 51657/19 |

| Nom | Numéro de la requête principale |
|----------------------------------|---------------------------------|
| Bigović c. Monténégro | 43763/20 |
| Gierczyńska et autres c. Pologne | 26955/19 |
| Myśliwiec c. Pologne | 568/19 |
| Qiang c. Portugal | 42226/20 |
| Alexoae et autres c. Roumanie | 41320/16 |
| Anghel et autres c. Roumanie | 17943/16 |
| Băilă et autres c. Roumanie | 55080/16 |
| Băla et autres c. Roumanie | 62893/16 |
| Bălan et autres c. Roumanie | 24378/16 |
| Bejan c. Roumanie | 17588/15 |
| Buruiană et autres c. Roumanie | 65715/16 |
| Dascălu et autres c. Roumanie | 2676/16 |
| Dinu c. Roumanie | 13270/18 |
| Diță et autres c. Roumanie | 23712/16 |
| Faraon et autres c. Roumanie | 40691/16 |
| Fățan c. Roumanie | 46327/16 |
| Gîllice et autres c. Roumanie | 73408/16 |
| Hornoiu et autres c. Roumanie | 33107/16 |
| Iacob et autres c. Roumanie | 36217/16 |
| Ioniță et autres c. Roumanie | 57285/15 |
| Ivanov c. Roumanie | 47005/18 |
| Kallai et autres c. Roumanie | 17650/17 |
| Matei et autres c. Roumanie | 44767/16 |
| Novacovici et autres c. Roumanie | 34657/16 |
| Oniciuc et autres c. Roumanie | 64094/16 |
| Pădurariu et autres c. Roumanie | 37813/15 |
| Pop et autres c. Roumanie | 32009/16 |
| Sima et autres c. Roumanie | 35204/16 |
| Szekely et autres c. Roumanie | 33498/16 |
| Tacu c. Roumanie | 13273/18 |
| Tudor et autres c. Roumanie | 52149/16 |
| Vlădescu c. Roumanie | 42362/16 |
| Atamanov c. Russie | 52202/07 |
| Batenev c. Russie | 14620/08 |
| Chebaturkina c. Russie | 50083/19 |
| Chernyshev c. Russie | 58607/11 |
| Derkachev c. Russie | 23435/12 |
| Kalmykov c. Russie | 71325/16 |
| Kavkazskiy c. Russie | 76201/17 |
| Kovalchuk c. Russie | 5863/20 |
| Kulik c. Russie | 2472/11 |
| Markelov et Zagitova c. Russie | 42282/06 |
| Radchenko c. Russie | 60246/11 |

| Nom | Numéro de la requête principale |
|---|---------------------------------|
| Tkachenko c. Russie | 43035/20 |
| Yashin c. Russie | 11364/19 |
| Zouaoui c. Russie | 3101/18 |
| Belić et autres c. Serbie | 26271/20 |
| Bilić et autres c. Serbie | 36038/20 |
| Cojić et autres c. Serbie | 30983/19 |
| Cvetković et autres c. Serbie | 37615/19 |
| Ilić et autres c. Serbie | 51218/20 |
| Jovanović et autres c. Serbie | 42906/20 |
| Kojić et autres c. Serbie | 36735/20 |
| Krstić et autres c. Serbie | 34170/19 |
| Milenova et autres c. Serbie | 37143/20 |
| Mitrović et autres c. Serbie | 36077/20 |
| Šainović et autres c. Serbie | 39257/19 |
| Stoičkov et Stoimenov c. Serbie | 12657/21 |
| Zejnelović c. Serbie | 26277/20 |
| Živković et autres c. Serbie | 52237/20 |
| Bardúnová c. Slovaquie | 30736/21 |
| Glončáková c. Slovaquie | 58404/19 |
| Harabin c. Slovaquie | 74543/17 |
| Junasová c. Slovaquie | 40874/21 |
| Lipšic c. Slovaquie | 33160/17 |
| Mačej c. Slovaquie | 53030/20 |
| S.S. c. Suède | 43654/18 |
| Žirovnický c. la République tchèque | 69665/12 |
| H.S. c. Turquie | 57059/18 |
| Arystarkhov et autres c. Ukraine | 22948/20 |
| Bilyy c. Ukraine | 11356/17 |
| Boguta et Tereshchenko c. Ukraine | 13094/19 |
| Boroday et autres c. Ukraine | 44274/13 |
| Khmelnitskaya c. Ukraine | 46584/13 |
| Kirtok c. Ukraine | 26193/20 |
| Leonova c. Ukraine | 3649/16 |
| Mandryka c. Ukraine | 12991/10 |
| Martynyuk et Kozmina c. Ukraine | 9493/21 |
| Melnyk c. Ukraine | 61535/19 |
| Petina et Nelina-Yeremyeyeva c. Ukraine | 18183/19 |
| Petrosyan et autres c. Ukraine | 31211/20 |
| Pigoryev et autres c. Ukraine | 5757/15 |
| Savinochkin et autres c. Ukraine | 39814/20 |
| Vasilenko c. Ukraine | 70777/12 |
| Yefimova et autres c. Ukraine | 68748/17 |
| Zymnya et autres c. Ukraine | 1302/19 |

Rédigé par le greffe, le présent communiqué ne lie pas la Cour. Les décisions et arrêts rendus par la Cour, ainsi que des informations complémentaires au sujet de celle-ci, peuvent être obtenus sur www.echr.coe.int. Pour s'abonner aux communiqués de presse de la Cour, merci de s'inscrire ici : www.echr.coe.int/RSS/fr ou de nous suivre sur Twitter [@ECHR_CEDH](https://twitter.com/ECHR_CEDH).

Contacts pour la presse

echrpress@echr.coe.int | tel : +33 3 90 21 42 08

Tracey Turner-Tretz (tel : + 33 3 88 41 35 30)

Denis Lambert (tel : + 33 3 90 21 41 09)

Inci Ertekin (tel : + 33 3 90 21 55 30)

Neil Connolly (tel : + 33 3 90 21 48 05)

Jane Swift (tel : + 33 3 88 41 29 04)

La Cour européenne des droits de l'homme a été créée à Strasbourg par les États membres du Conseil de l'Europe en 1959 pour connaître des allégations de violation de la Convention européenne des droits de l'homme de 1950.